

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Bangui, le 14 mai 2025****Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA. C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

La réunion ministérielle des Nations Unies sur l'avenir du maintien de la paix se tient depuis hier à Berlin en Allemagne. Dans son discours d'ouverture, Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a souligné l'importance du travail des Casques bleus et de leurs sacrifices. Il a cité l'exemple de la République centrafricaine où « *la MINUSCA protège les civils et aide le Gouvernement à étendre son champ d'action au-delà de la capitale, dans des régions où les gens ont désespérément besoin d'aide.* » Il a également évoqué les contributions au maintien de la paix en ces temps difficiles pour le financement du travail de l'Organisation dans son ensemble.

Cette réunion est l'occasion pour les délégations des Etats membres d'annoncer des engagements significatifs afin de combler les lacunes en matière de capacités et d'adapter les opérations de paix pour mieux répondre aux défis actuels et aux nouvelles réalités auxquelles nous sommes confrontés.

Je souhaite aujourd'hui mettre l'accent sur le propos du Secrétaire général concernant la mise en œuvre par la MINUSCA de l'une des cinq tâches prioritaires de son mandat, celle, donc, de la protection des populations civiles qui se trouvent sous la menace de violences.

Dans le Haut-Mbomou, suite aux incidents survenus ces dernières semaines, la Mission poursuit la consolidation de ses positions à Zemio, Obo, Dembia, Mboki et Bambouti. Elle facilite également le déploiement aérien des soldats des FACA dans ces mêmes localités. Pour la seule semaine dernière, la MINUSCA a permis le déploiement de 207 soldats des FACA dans le Haut-Mbomou. Ce renforcement des forces en présence associé à des patrouilles régulières rassure les populations et a permis le retour chez elles des personnes déplacées de Mboki. A Zemio, la vie reprend également progressivement son cours. Là-aussi les personnes déplacées retrouvent peu à peu leur domicile.

En parallèle à son engagement militaire, la MINUSCA mène des actions de bons offices, à Bangui comme sur le terrain, en encourageant l'ensemble des parties prenantes à engager un dialogue inclusif afin d'apaiser les tensions, de promouvoir la cohésion sociale et de favoriser la réconciliation.

Les actions de stabilisation de la région de Yadé continuent. La MINUSCA a ouvert trois bases temporaires à Bozoum, Ngoutéré et Ndim. Ndim dans la préfecture de Lim-Pendé où les autorités locales et les habitants apprécient une paix retrouvée depuis l'arrivée des Casques bleus il y a quelques semaines, et le déploiement de patrouilles conjointes de la MINUSCA et des Forces armées centrafricaines.

Selon la maire de Ndim, « *on note vraiment un retour à la paix. La population dort en paix à la maison et peut aller librement au champ. Personne ne dort avec la peur au ventre actuellement* ». Ces propos encourageants sont confirmés par le responsable de la FNEC, la Fédération nationale des éleveurs centrafricains pour la zone de Ndim, Kodi et Ngaoundaye, qui a déclaré que la paix avait été retrouvée depuis l'installation de la base temporaire et que les populations ne craignent plus rien pour leur sécurité ajoutant qu'il « *y a l'entente entre les communautés* ».

A Am-Dafock, dans la Vakaga, la Force de la MINUSCA et les Forces armées centrafricaines, qui ont, comme dans la région du Haut-Oubangui, été renforcées ces dernières semaines, effectuent régulièrement des patrouilles conjointes afin de stabiliser une zone encore fragilisée par les tensions et les violences armées. Cette collaboration est saluée par les autorités et la population locale qui ont constaté une nette amélioration des conditions sécuritaires, ce qui permet aux habitants de la zone de se déplacer sans crainte d'être attaqués.

L'organisation régulière de patrouilles conjointes, réunissant les Forces de sécurité intérieure centrafricaines, la Police et la Force de la MINUSCA, permet également de faire une réelle différence dans la préfecture de la Lobaye, notamment le long de l'axe reliant Mbaïki à Boda. D'après les témoignages que nos collègues ont recueilli sur place, la population se sent désormais davantage en sécurité pour effectuer des déplacements commerciaux ou encore envoyer les enfants à l'école.

Nous l'avons souvent rappelé lors de cette conférence de presse, la protection des populations civiles repose sur l'établissement de relations de confiance entre la MINUSCA et les communautés locales afin de favoriser le dialogue avec la population, de mieux cerner les besoins en matière de protection et ainsi de permettre un partage d'informations utiles à la prévention d'éventuels actes de violence.

Les réseaux d'alerte précoce sont l'un des mécanismes de protection de proximité mis en place par la MINUSCA et c'est ainsi que 45 personnes, dont 17 femmes, ont été identifiées par la Mission pour intégrer l'un de ces réseaux d'alerte précoce à Bania, à 50 km à l'est de Berberati sur l'axe Nola. 45 personnes qui ont bénéficié la semaine dernière d'une formation sur le mécanisme de collecte, de vérification et de partage des informations sécuritaires, ceci dans le cadre du soutien apporté par la MINUSCA à la gestion d'une transhumance apaisée dans la préfecture de la Mambéré-Kadei.

La MINUSCA compte actuellement plus de 180 réseaux d'alerte précoce en République centrafricaine, composés de plus de 5 500 volontaires.

Je termine mon propos liminaire comme je l'ai commencé, en reprenant les propos tenus hier par le Secrétaire général à Berlin car ce sont des propos qui reflètent, comme on l'a vu dans les exemples que je viens de partager avec vous, l'engagement de la MINUSCA au service de la population centrafricaine : *« Les soldats de la paix viennent des quatre coins du monde. Mais ils se mobilisent autour d'un engagement commun : celui de promouvoir la paix. Ils travaillent sans relâche pour veiller à ce que les cessez-le-feu soient respectés... Pour protéger les civils piégés sous le feu des armes... Pour faire en sorte qu'une aide vitale parvienne à celles et ceux qui en ont besoin... Et pour jeter les fondements d'un relèvement durable. Dans les zones de conflit du monde entier, les Casques bleus sauvent des vies. »*

## Questions des journalistes

### Radio Guira FM (Victoire Guiakoue)

- Bonjour à tous. J'ai deux petites préoccupations. La première est celle-ci. Quelle est l'évolution de la situation actuelle à Obo après la reprise des activités ? Et que fait la Force de la MINUSCA et les FACA pour assurer davantage la sécurité de la population civile ?
- La deuxième question, il y a également cette information selon laquelle la ville de Ouadda, dans la Haute-Kotto a été attaquée ce matin par les hommes armés. Quel est le développement de la situation en ce moment ? Merci.

## Réponses aux questions

### Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci pour vos deux questions. On va commencer par le Haut-Mbomou, je crois en avoir parlé dans mon propos liminaire, la MINUSCA a renforcé ses positions dans toute la région et a aussi contribué au renforcement des positions des FACA en aidant au déploiement aérien de ces derniers. À ce jour, comme je l'ai indiqué, à Mboki, les personnes déplacées sont rentrées chez elles. À Zemio, avant-hier, le 12 mai, selon nos collègues d'OCHA, il restait environ encore plus de 5 075 personnes déplacées à Zemio qui étaient concentrées à l'hôpital, dans l'ancienne base d'une ONG et sur le terrain de l'Église catholique. Les chiffres évoluent rapidement.

La MINUSCA poursuit à la fois sa mission de protection des populations civiles en menant des patrouilles de façon permanente afin de rassurer les populations et aussi de permettre le retour à des activités normales, mais est également engagée avec les autorités, que ce soit ici à Bangui ou que ce soit dans la région du Haut-Oubangui, pour pouvoir promouvoir un dialogue entre les communautés en vue d'une réconciliation et d'un apaisement de la situation. Voilà ce que je pouvais dire par rapport à la situation et au soutien que la MINUSCA apporte aux autorités centrafricaines et aux FACA pour la gestion de la situation sécuritaire actuellement dans le Haut-Mbomou.

Concernant Ouadda, oui, en effet, l'information m'est également parvenue que ce matin un groupe armé a lancé une attaque contre une position des FACA dans le centre de Ouadda, dans la Haute-Kotto, et que la MINUSCA est intervenue en soutien aux FACA pour repousser l'attaque et que les assaillants armés se sont ensuite retirés vers Ouadda Djallé dans la Vakaga.

Le premier bilan, à confirmer, est celui que plusieurs FACA auraient été tués, ainsi qu'un civil et qu'il y aurait des blessés, mais aussi que 250 personnes ont trouvé refuge dans la base temporaire de la MINUSCA à Ouadda. Évidemment, la Force poursuit ses patrouilles au moment où je vous parle, afin de contribuer à la sécurisation de Ouadda et pour rassurer les populations.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Fréquence RJDH (Leslie Majeur Melesso)**

- Bonjour à tous. Ma première question est celle-ci. Avec les cas de violences à répétition à l'intérieur du pays ces derniers temps, y aura-t-il une possibilité de report des élections locales ? Si oui ou non, y a-t-il un plan intégré pour le report des élections locales ?
- Et ma deuxième question est celle-ci. Comme vous êtes sur le terrain, quelle est votre collaboration avec le groupe Wagner ?

### **Réponses aux questions**

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Je vous remercie pour vos deux questions. Concernant la première question, vous le savez, la MINUSCA, conformément à son mandat, soutient les autorités centrafricaines et notamment l'organe en charge de l'organisation des élections, qui est l'Autorité nationale des élections, l'ANE, pour la mise en œuvre du processus électoral. Mais, en aucun cas, l'établissement du calendrier électoral n'est une prérogative de la MINUSCA. Cet établissement et d'éventuels ajustements relèvent des autorités centrafricaines et des organes compétents. Donc, la MINUSCA, évidemment, continue à apporter son soutien pour la mise en œuvre du processus électoral et nous restons pleinement engagés pour que ces élections respectent les standards internationaux de transparence et de crédibilité.

Concernant votre deuxième question, le mandat de la MINUSCA, le mandat qui a été donné à la MINUSCA par les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, est très clair. C'est un mandat en soutien aux autorités centrafricaines, et notre partenaire, ce sont les autorités centrafricaines, enfin nous sommes le partenaire des autorités centrafricaines que nous soutenons dans plusieurs domaines, celui de la protection des civils, celui de l'extension de l'autorité de l'État, celui de l'accès à la justice, pour ne citer que ces exemples. Nous travaillons exclusivement avec les autorités centrafricaines et en soutien aux autorités centrafricaines pour stabiliser la République centrafricaine.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Ndeke Luka (Nathan De Saint Stéphane Engombé)**

- Tout à l'heure, dans vos propres liminaires vous avez parlé d'un dialogue pour ramener la paix dans le Haut-Mbomou, quelles sont les parties prenantes que vous voulez mettre autour de la table pour que ce dialogue puisse avoir lieu et ramener la paix dans cette localité ?
- Et deuxièmement, j'aimerais avoir un éclaircissement sur ce qui se passe là-bas parce que parmi le groupe Azandé Ani Kpi Gbé, il y a d'autres qui ont été formés et qui ont regagné les rangs des FACA, ce sont ceux-là qui ont accepté le désarmement et d'autres qui n'ont pas regagné les rangs des FACA. Est-ce que craignez-vous peut-être que cette situation puisse se répéter s'ils ne sont pas d'accord pour

déposer les armes ? Est-ce qu'il y aura ce dialogue pour amener la paix dans cette partie de la République centrafricaine ?

- Une autre question est celle venue de Baboua, hier, dans les après-midis, précisément vers 14h00, il y a des hommes armés qui ont surgi dans la ville, ils sont assimilés à ceux du groupe 3R. Ils ont emporté des gens dans la brosse, des véhicules, des motos. Confirmez-vous cela ? Est-ce que vous avez des informations dans la ville que ces choses se sont produites là-dedans ? Merci.

### **Réponses aux questions**

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Merci. Je vais commencer par la dernière question. Tout ce que j'avais à partager avec vous sur Ouadda, je l'ai déjà partagé, je n'ai pas d'informations complémentaires par rapport à ce que je vous ai dit. C'est cette attaque, ce matin, d'éléments de groupes armés qui a pu être repoussée grâce au soutien de la Force de la MINUSCA qui a une base temporaire sur place.

Que se passe-t-il dans le Haut-Mbomou ? Là aussi, je tiens à clarifier. Quand je parle de dialogue, la MINUSCA n'a pas dit qu'elle est en train de mettre en place un dialogue sur le Haut-Mbomou. J'ai dit que la MINUSCA met en œuvre ses bons offices, autrement dit, engage toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse des autorités au niveau local, les maires, les sous-préfets, les préfets, les autorités au niveau national, les députés, par exemple, afin de les inciter, de les encourager à dialoguer. C'est-à-dire que nous, une fois encore, nous avons un rôle de facilitateur et de soutien et le message que nous faisons passer à l'ensemble des parties prenantes, c'est : « Rapprochez-vous et essayez de vous parler pour pouvoir apaiser les tensions et pour pouvoir identifier d'éventuels points d'achoppement et voir comment vous pouvez les résoudre ensemble afin de permettre une cohabitation harmonieuse entre toutes les communautés et permettre aux populations de vivre sereinement, côte à côte et ensemble », donc [on parle de] cohésion sociale, la promotion de la cohésion sociale, la promotion du vivre-ensemble, cela fait partie de notre mandat et c'est un plaidoyer que nous ne cesserons jamais de faire. On est dans une phase de plaidoyer, on n'est pas dans la phase de l'organisation d'un dialogue.

Comme vous, nous observons effectivement ce qui se passe là-bas avec ces groupes armés qui attaquent les positions des FACA, qui ont aussi, je vous le rappelle, à la fin du mois de mars, attaqué une de nos patrouilles au cours de laquelle un de nos Casques bleus avait perdu la vie. C'est une situation, évidemment, que nous suivons de près et c'est la raison pour laquelle nous avons renforcé nos positions dans cette région pour à la fois protéger nos propres forces et pour aussi protéger les populations dans la région. C'est aussi la raison pour laquelle chaque fois que cela est possible, nous répondons favorablement aux FACA pour leur permettre de renforcer leurs propres positions. Et une fois encore, rien que la semaine dernière, la Mission a permis le déploiement aérien de 207 soldats des FACA supplémentaires pour la région.

### **Questions des journalistes**

#### **Médias Plus (Nicolas Ndagiyé)**

- Je reviens sur la mission des bons offices que mène la Mission des Nations Unies pour encourager un dialogue inclusif. Ma question porte exclusivement sur Bangui. Avez-vous l'impression qu'en menant votre plaidoyer, vous êtes entendus par les deux parties ? Je veux parler du Bloc Républicain et de la majorité présidentielle. Merci beaucoup.

### **Réponses aux questions**

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Vous savez, je crois qu'on n'est pas là pour partager des impressions, on est là pour partager des faits. La mission de bons offices, on l'a souvent répété, est discrète par nature. Et, oui, nous continuons à rencontrer, le leadership de la Mission continue à rencontrer les autorités de ce pays, les représentants des partis politiques de la majorité, de l'opposition, la société civile, afin, une fois encore, de permettre un dialogue et surtout de permettre que tout le monde s'entende sur la nécessité d'aller vers les élections dans un environnement apaisé et serein, un environnement qui respecte les positions des uns et des autres. Il est important d'arriver à ce climat d'apaisement pour que les élections prévues de se tenir un petit peu plus tard cette année puissent être organisées dans les

meilleures conditions possibles. Donc oui, nous continuons notre mission de bons offices et quant à savoir l'impression, c'est à vous d'en juger, ce n'est pas à nous de qualifier ou d'exprimer nos impressions ici.

### Questions des journalistes

#### LANOCA (Aubin Manassé Ndata)

- Tout à l'heure vous avez dit que la MINUSCA a formé 45 agents d'alerte précoce pour la sécurité. Alors, comment cela fonctionne ? Parce qu'on se rend compte que parfois, les actes de criminalité se posent déjà avant que la MINUSCA y intervienne. Alors, la mise en place de ces réseaux d'alerte précoce de sécurité, est-ce que cela justifie vraiment une avancée très significative pour permettre à la MINUSCA de pouvoir sécuriser la population, assister la population en tenant compte des informations que ces réseaux remontent au niveau de la Force pour la sécurité de la population ?
- La deuxième question, je reviens un peu sur la situation à Zemio. J'aimerais savoir est-ce qu'il y a une base militaire de la Force de la MINUSCA qui est déjà installée à Zemio ? Si c'est déjà installé, quelles sont les forces qui interviennent là-bas et la situation sécuritaire dans les périphéries de Zemio ?
- Antonio Guterres a salué vraiment les actions de la MINUSCA en ce qui concerne la protection de la population en Centrafrique lors de cette conférence tenue à Berlin. Alors qu'est-ce qui justifierait un peu cette intention de pouvoir porter très haut les actions de la MINUSCA au niveau de Berlin ? Et quelle est la réaction aussi de la MINUSCA au niveau local vis-à-vis de cet acte salubre ? Merci.

### Réponses aux questions

#### Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Le Secrétaire général, M. Antonio Guterres, est actuellement à la conférence ministérielle [des Nations Unies sur l'avenir du maintien de la paix] à Berlin, en Allemagne. Dans son discours d'ouverture, il a donné des exemples, comme je vous l'ai dit, il a indiqué que le maintien de la paix, c'était souvent ce qui faisait la différence entre la vie et la mort. Il a donné des exemples de bonnes pratiques ou de réussite pour certaines missions en citant le travail que font, par exemple, nos collègues au Liban et il a donc cité en exemple le travail de la MINUSCA en matière de protection des populations civiles, les populations civiles hors de la capitale, donc qui sont loin, qui sont dans des zones qui sont difficiles d'accès.

Vous le savez, c'est un engagement de la MINUSCA de pouvoir faire tout ce qui lui est possible [de faire] pour pouvoir accéder à ces populations. J'en avais parlé la semaine dernière, nos contingents viennent de reconstruire dix ponts sur l'axe Bocaranga-Ngoutéré, trois ponts sur l'axe Bocaranga-Ndim. Ce sont des réalisations concrètes qui permettent de pouvoir accéder aux populations civiles qui pourraient vivre sous la menace de groupes armés. Je crois que dans tous les autres exemples que j'ai énoncés pour vous dans mon propos liminaire, on voit que sur l'ensemble du territoire centrafricain, la MINUSCA est déployée et met de façon effective et efficace en œuvre la tâche prioritaire de son mandat, l'une des cinq tâches prioritaires de son mandat, celle de la protection des populations civiles. On l'a vu pour ce qui se passe au moment où on parle à Ouadda, on le voit pour le Haut-Mbomou où, après une semaine difficile, la semaine dernière, les choses sont quand même revenues au calme aujourd'hui et je pense que la MINUSCA y a contribué.

Concernant Zemio, oui, nous avons des positions à Zemio. Dans le Haut-Mbomou, nous avons des positions à Zemio, à Obo, à Dembia, Mboki et Bambouti. Nous sommes présents dans chacune de ces cinq localités et nous y sommes renforcés. Les FACA sont également présents dans ces cinq localités. Là, nous effectuons des patrouilles, à la fois pour rassurer les populations et leur permettre de reprendre une vie normale mais aussi pour pouvoir repousser ou prévenir d'éventuels actes de violences, de nouvelles attaques.

Concernant les réseaux d'alerte précoce, c'est un système qui a été mis en place aux Nations Unies en 2010, il y a déjà une quinzaine d'années. C'est l'un des mécanismes des Nations Unies pour la protection des populations civiles et pour justement faire de la prévention des conflits. Il y en a d'autres. Ici, en Centrafrique, on a aussi les CMOP, le travail avec les autorités préfectorales, on a les groupes de travail de la transhumance, il y a beaucoup de mécanismes locaux qui permettent de pouvoir anticiper de possibles attaques et de possibles actes de violences.

A la MINUSCA, en préparant cette conférence de presse, j'ai comparé les chiffres de l'année dernière et ceux de cette année et j'ai pu constater que nous ne cessons d'augmenter notre nombre de réseaux d'alerte précoce. Aujourd'hui, comme je vous le rappelle, on en a 180 qui sont composés de plus de 5 500 volontaires. Ce ne sont pas des agents, ce sont des personnes volontaires que nous identifions, que nous formons et qui donc sont dans les communautés et qui, lorsqu'elles entendent des informations ou ont connaissance d'informations, de possibles mouvements de groupes armés ou de tensions entre des communautés, font remonter l'information à nos collègues qui sont sur le terrain, en veillant bien évidemment à respecter le principe, de ce qu'on appelle dans le droit humanitaire, le principe de ne pas nuire, c'est-à-dire en faisant attention à ne pas faire de dénonciations calomnieuses, etc. C'est pour cela qu'il y a eu cette formation la semaine dernière pour ce nouveau groupe d'une quarantaine de personnes car on ne s'improvise pas pourvoyeur d'informations.

Mais ces systèmes-là reposent sur la confiance entre la Mission et les communautés et les volontaires. Je tiens à le rappeler parce que je crois avoir vu circuler des informations inexacts à ce sujet, ce sont des personnes qui sont volontaires et que nous ne payons pas pour nous fournir des informations. L'établissement de la mise en place de ce maillage et de ce réseau permet vraiment de prévenir des actes de violences et contribue activement et grandement à la mise en œuvre de notre mandat de protection des populations civiles. Évidemment, nous n'avons pas de volontaires partout sur le territoire. Et puis, parfois, il y a des informations qui peuvent leur échapper, donc, on n'a pas une garantie d'un succès à 100 %. Et une fois encore, comme je l'ai dit et en empruntant les propos de notre Secrétaire général, oui, le maintien de la paix, on sauve des vies. Donc, c'est en mettant en œuvre ce genre de mécanismes, que l'on permet de sauver des vies. Voilà comment ça fonctionne.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Centrafrique (Isidore Ngoya Sake)**

- J'ai au moins deux préoccupations concernant la déclaration du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. Dans votre intervention tout à l'heure, vous avez dit qu'il avait demandé de promouvoir la paix dans les quatre coins du monde. À partir du moment où les crises sont récurrentes dans le monde, comment il peut promouvoir la paix ? C'est par la force ou bien par le dialogue ? Ça, c'est ma première préoccupation.
- Et ma deuxième préoccupation, vous avez mis en place plusieurs canaux d'alertes. Malheureusement, nous avons constaté que la MINUSCA intervient souvent en retard lorsque les faits sont déjà produits. Alors, quelles mesures pourriez-vous mettre en place pour intervenir aussitôt après une alerte ?

### **Réponses aux questions**

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Le Secrétaire général, et vous le savez, les Nations Unies qui d'ailleurs vont célébrer cette année leur 80<sup>e</sup> anniversaire, notre raison d'être, c'est la paix. Donc, il n'y a rien de nouveau à dire qu'on est là pour promouvoir la paix. Donc, la raison d'être des Nations Unies, c'est de promouvoir la paix et non seulement de la promouvoir, mais de s'assurer que le monde vive en paix. C'est également aussi la raison d'être de la présence ici de la MINUSCA, conformément à la volonté du Conseil de sécurité lorsqu'il a décidé d'établir cette mission.

Concernant les canaux d'alerte, où la MINUSCA intervient en retard, cette conférence de presse a commencé il y a à peu près 35 minutes et j'ai quand même l'impression que depuis 35 minutes, je vous ai fourni nombre d'exemples qui s'inscrivent en faux par rapport à ce que vous venez de dire. On le voit, nous étions à Ouadda, nous avons pu soutenir les FACA, nous étions à Zemio. Je pense qu'actuellement nous avons plutôt contribué ces dernières semaines à faire baisser les tensions et à permettre que les populations civiles, que le tribut porté par les populations civiles, le fardeau, soit beaucoup plus léger. Je vous rappelle aussi par la même occasion que la MINUSCA intervient en soutien aux autorités centrafricaines et, qu'évidemment, la protection des biens et des personnes est la priorité et est du ressort prioritaire des autorités centrafricaines.

### **Questions des journalistes**

#### **Radio Ndeke Luka (Nathan De Saint Stéphane Engombé)**

- J'aimerais ressusciter un dossier. Ça concerne le manque de cimetières à Bangui. La MINUSCA s'était engagée aux côtés des autorités pour trouver un espace et faire de cela un cimetière à Bangui, parce

que les deux cimetières, Ndres et Zila, sont officiellement fermés. Je me pose la question, où est-ce que ça bloque la réalisation de ce projet ? Parce que la MINUSCA s'y était engagée. Jusqu'alors, si je me permets de le dire, ça remonte à deux ou trois années en arrière et Bangui n'a pas encore un cimetière.

### **Réponses aux questions**

#### **Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Merci pour cette question. Je vais me renseigner, je m'étais renseignée il y a quelques mois, mais je préfère avoir des informations bien fraîches et les plus récentes possible. Donc, je me renseigne et puis je fournirai une réponse. Soit, vous voulez bien attendre la semaine prochaine ou soit plus tôt et on se reparle avant la semaine prochaine. Mais je sais que c'est un dossier qu'on continue de suivre avec les autorités de Bangui. Merci.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site [web de la Mission](#), sur [Facebook](#), [X](#), [YouTube](#) et [Instagram](#). Vous pouvez aussi rejoindre notre chaîne WhatsApp. L'heure est venue de clore cette conférence de presse.

Merci à tous pour votre participation. Je vous retrouve mercredi prochain.